

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 13/03/2026

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**JP3**

ZA des Beaux Vallons  
17540 Saint-Sauveur-D'Aunis

Références : 0007202464/2026/164  
Code AIOT : 0007202464

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement JP3 ex AUNIKA Sté implanté ZA des Beaux Vallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'opération régionale 2026 "produits chimiques".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- JP3
- ZA des Beaux Vallons 17540 Saint-Sauveur-d'Aunis
- Code AIOT : 0007202464
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JP3 dont le siège social est situé à Marans (17230) exploite un atelier de traitement de surface des métaux sur le site de Saint Sauveur d'Aunis.

Elle a repris les locaux et l'activité anciennement exploités par la société AUNIKA de 1994 à 2002 dont elle était le principal client.

Un seul technicien est en permanence sur le site pendant les heures d'ouverture. L'exploitant a déposé un dossier d'actualisation de ses prescriptions en 2007 afin de compléter sa situation administrative après le départ de la société AUNIKA en 2002. Un arrêté préfectoral complémentaire a été délivré le 17 octobre 2007 sous le n° 3611DDDPI/BUE. Le site relève du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'employé présent sur le site connaît les produits chimiques qu'il utilise et les recommandations d'usage des fournisseurs.

Les documents attendus sont présents, toutefois, le suivi des stocks n'est pas réalisé, ce point devra donc être amélioré.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Le responsable anodisation travaille seul sur le site de Saint Sauveur d'Aunis toute l'année. Il précise qu'il a une expérience de 35 ans dans son métier. Le groupe JP3 compte une vingtaine d'employés sur le site de Marans.  L'exploitant indique à l'inspection que 8 produits chimiques sont utilisés sur le site. Les FDS (fiches de données de sécurité) pour l'ensemble de ces produits sont présentes sur l'installation et rangées dans un classeur. Deux produits supplémentaires (constitués d'acide nitrique) sont également présents sur le site, ils ne sont plus utilisés et doivent être évacués. Leurs FDS sont également disponibles.  L'ensemble des fiches ont une date de mise à jour postérieure à 2022.  L'inspection consulte plus précisément les FDS suivantes : - FP SEAL Cold NIL (dernière mise à jour de la FDS le 09/02/2026) - Acide sulfurique 96 % (dernière mise à jour de la FDS le 19/09/2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifié dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>

<p>L'inspection vérifie la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques définies dans les 2 FDS précisées au point de contrôle précédent.</p> <p>L'inspection constate que le responsable anodisation, seul personnel travaillant sur le site, connaît les recommandations mentionnées dans les fiches et celui-ci précise qu'il les applique au quotidien, notamment par le port des équipements de protection individuels, la manipulation des différents produits et leur mode de stockage, ainsi que les conditions d'élimination.</p> <p>De plus l'inspection constate que les moyens de lutte contre l'incendie sont adaptés aux risques présents sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des produits chimiques sont conditionnés dans des bidons dont le contenu est clairement identifié.</p> <p>Ils sont tous stockés dans des zones de rétention constituées de petits murets au fond du bâtiment d'exploitation.</p> <p>Vérification du stock de lessive de soude : 10 bidons de 20 litres (poids unitaire 27 kg) dans une rétention de dimensions 110 cm x 140 cm x 20 (soit une capacité d'environ 310 litres).</p> <p>L'inspection constate que la capacité de rétention mise en œuvre sur le site est suffisante pour l'ensemble des produits stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation.</p> <p>Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de <b>sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger</b> (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.)</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant met en œuvre le principe de séparation des produits chimiques incompatibles puisque les acides et les bases constituant l'ensemble des produits utilisés sur site sont stockés dans des zones de rétention physiquement séparées par un muret.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'il ne tient aucun registre mentionnant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux présents sur site.</p> <p>Il précise qu'il réalise un inventaire une fois par an et qu'il fait un contrôle visuel régulier du stock présent et que cela lui suffit à savoir s'il a besoin de commander de nouveaux produits.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>=&gt; L'exploitant doit mettre en place et tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus sur son site. Il doit faire apparaître clairement les rubriques de la nomenclature concernées et les quantités associées. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>